

Unité départementale du Loiret  
5 avenue Buffon  
CS 96407  
45064 Orléans Cedex 2

Orléans, le 19/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Parc Eolien de Pierrefitte es Bois**

Parc éolien de Pierrefitte es Bois  
45360 Pierrefitte-Ès-Bois

Références : 127/2026  
Code AIOT : 0010011839

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement Parc Eolien de Pierrefitte es Bois implanté 45360 Pierrefitte-Ès-Bois. L'inspection a été annoncée le 10/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Parc Eolien de Pierrefitte es Bois
- 45360 Pierrefitte-Ès-Bois
- Code AIOT : 0010011839
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien a été mis en service en 2019. Il est composé de deux machines de puissance unitaire de 2.2 MW chacune, d'une hauteur en bout de pôle de 150m.

#### Thèmes de l'inspection :

- AR - 8

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Données brutes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
3	Rapports accidents / incidents	Code de l'environnement du 11/03/2026, article R512-69	Sans objet
4	Suivi suite APC	AP Complémentaire du 14/06/2021, article 2	Sans objet
5	Bridage chiro	AP Complémentaire du 14/06/2021, article 2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Suivi environnemental

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réalisation et qualité du suivi environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le parc a été mis en service le 1<sup>er</sup> septembre 2019. Dans l'année qui a suivi la mise en service du parc un suivi de mortalité a été réalisé. Ce premier suivi révélant une forte mortalité sur les chiroptères, un arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions de bridage a été</p>

<p>chiroptères, un arrêté préfectoral complémentaire modifiant les conditions de bridage a été prescrit à l'exploitant.</p> <p>A l'issue, de nouveaux suivis de mortalité et de suivi d'activité en hauteur ont été réalisés en 2021. Ces résultats mettant en avant une baisse significative de la mortalité, le suivi n'a pas été reconduit à juste titre sur l'année 2022.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Données brutes**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Données brutes
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection les preuves de dépôt sur la plateforme Dépôt Bio. Ces dépôts ont été réalisés en date du 26 juillet 2021, pour le suivi 2020, et en date du 01 avril 2022 pour le suivi 2021.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection par mail en date du 02 février 2022, les rapports de suivi 2021.</p> <p><b>Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Rapports accidents / incidents**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 11/03/2026, article R512-69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Déclaration accidents / incidents
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet</p>

et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Constats :**

En 2021, 6 cadavres ont été découverts : 1 oiseau (étourneau sansonnet) + 5 Chiroptères (Pipistrelle de Nathusius, Pipistrelle commune, Noctule de Leisler).

Ces espèces ont un statut de conservation « Préoccupation mineure » qui ne nécessite pas la réalisation d'une déclaration accident/incident auprès du BARPI.

L'exploitant n'a donc pas procédé à des déclarations accident/incident auprès du BARPI, à juste titre.

**Pas d'écart constaté.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Suivi suite APC**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 14/06/2021, article 2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Suivi suite APC

**Prescription contrôlée :**

[...]

Outre les dispositions prévues à l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, l'exploitant fait procéder, dans l'année de notification du présent arrêté, au suivi de mortalité de l'avifaune et des chiroptères, ainsi qu'un suivi d'activité des chiroptères, conformément aux dispositions du protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018.

Le suivi d'activité en hauteur des chiroptères s'étale a minima du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre.

Pour le suivi de mortalité, l'exploitant effectue a minima un passage par semaine du 1<sup>er</sup> avril au 15 juillet et du 15 septembre au 31 octobre et a minima deux passages par semaine du 15 juillet au 15 septembre.

<p>L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations de tout constat de mortalité d'une espèce sensible.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En raison de la forte mortalité constatée en 2020, deux nouveaux suivi de l'activité en hauteur et de mortalité ont été réalisés en 2021.</p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant avait transmis les résultats des suivis.</p> <p>L'inspection constate que suivi de l'activité en hauteur des chiroptères a été réalisé sur la période du 14 mai au 31 octobre 2021.</p> <p>Les prospections dans le cadre du suivi de mortalité ont été réalisées entre les S14 (5 avril) et S42 (18 au 24 octobre).</p> <p>Dans le cadre de suivi de mortalité, l'inspection relève que l'exploitant a bien réalisé un passage par semaine du 7 avril au 18 octobre et deux passages du 12 juillet au 16 septembre.</p> <p>Au vu du non respect de la durée des suivis, le service de biodiversité de la DREAL avait été consulté.</p> <p><b>Au vu des bons résultats des mesures de bridage mises en œuvre (forte baisse de la mortalité), il avait été acté qu'un nouveau suivi n'était pas nécessaire en 2022.</b></p> <p><b>Pas d'écart relevé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Une vigilance de l'inspection sera apportée aux respects des durées des prochains suivis.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Bridage chiro**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 14/06/2021, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bridage chiro</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Dans le même temps, dès la notification du présent arrêté préfectoral complémentaire, un bridage consistant en l'arrêt des deux aérogénérateurs est mis en œuvre comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre, pour des nuits entières (du coucher au lever du soleil), si la vitesse de vent est inférieure à 6 m/s et la température est supérieure à 14°C (valeurs mesurées à hauteur de nacelle) ;</li> </ul> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Pour mettre en œuvre ou changer des paramètres de bridage, l'exploitant doit faire appel au constructeur et assistant technique, la société "Vestas", en lui précisant la trame spécifique des paramètres à mettre en œuvre. La mise en œuvre de ces paramètres dans l'ordinateur de la machine via le logiciel SCADA effectuée, Vestas envoie un mail de confirmation de l'enregistrement des nouveaux paramètres du bridage à l'exploitant.

A la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté un mail du 15 avril 2021 de Vestas qui confirme la bonne prise en compte des paramètres de bridage prévus dans l'arrêté de 2021. Afin de vérifier la mise en œuvre effective du bridage par la machine, l'exploitant peut consulter des extraits de l'enregistrement des paramètres de fonctionnement sur une application (appelée SCADA). En plus de ces consultations, l'exploitant réalise des réunions mensuelles avec Vestas pour évoquer le fonctionnement du parc dont le bridage.

L'exploitant présente un extrait du SCADA relatif à la période allant du 02 avril au 30 octobre 2025. Sur cet extrait, l'inspection constate des arrêts machine réguliers liés aux conditions climatiques favorables aux chiroptères .

**Pas d'écart relevé.**

**Type de suites proposées : Sans suite**